

Société de Commissaires aux Comptes

FORT ET ASSOCIES

32 Rue de la République – 62000 ARRAS

Société par Actions Simplifiée de Commissaires aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

ASSOCIATION DIOCESAINE DE CAHORS

134 rue Frédéric Suisse

46000 CAHORS

SIREN : 777.052.127

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2024

FORT Pierre-Emmanuel

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux comptes inscrit

I.E.S.E.G.

D.E.S.S. de Gestion Comptable et Financière –PARIS II

Maîtrise es-sciences économiques – PARIS II

FORT François-Xavier

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux comptes inscrit

D.U. Droit de l'Entreprise – PARIS II

ASSOCIATION DIOCESAINE DE CAHORS
134 rue Frédéric Suisse
46000 CAHORS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Monseigneur,
Pères,
Mesdames et Messieurs les administrateurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de Cahors relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note en page 29 de votre annexe des comptes annuels décrivant les engagements pris en faveur des prêtres aînés.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 812-53 et R 821-180 du code de commerce relatives à justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ainsi, nous portons à votre connaissance :

- Le paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe qui précisent les dispositions et règles comptables appliquées pour l'établissement des présents comptes annuels tout en soulignant :
 - o La note sur les « immobilisations » qui précise la règle retenue pour évaluer la base amortissable de l'immeuble des Cordeliers à Gourdon ;
 - o Et, la note sur les « Legs et successions » qui précise les règles retenues pour la comptabilisation des legs ;
- Ainsi que la note sur les engagements financiers.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Par ailleurs, sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes concernant notamment :

- L'évaluation des engagements hors bilan et des provisions pour risques et charges ;
- Le traitement comptable des immobilisations corporelles et le bien-fondé des règles retenues pour la valorisation de ces dernières ;
- Le traitement comptable des legs ;
- Ainsi que la valorisation des titres en portefeuille.

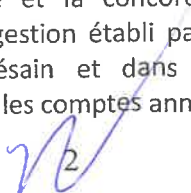
De plus, en complément des diligences mises en œuvre pour nous assurer, par sondage, du respect des procédures recommandées par l'Association Diocésaine de Cahors dans les paroisses, nous nous sommes assurés de la qualité des documents comptables communiqués par les paroisses et des contrôles mis en œuvre par les services internes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Outre la mention communiquée dans notre paragraphe d'observation, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par votre Président et votre trésorier en collaboration avec votre Econome Diocésain et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreur. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Evêque en collaboration avec votre trésorier et votre économiste diocésain.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes -ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

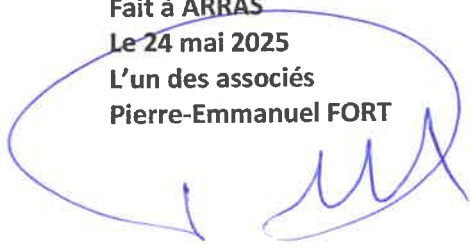
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ARRAS
Le 24 mai 2025
L'un des associés
Pierre-Emmanuel FORT



SAS FORT ET ASSOCIES
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de DOUAI.

BILAN ACTIF

ASSOCIAT° DIOCES. CAHORS COMPILAT°

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	13 692,90	13 692,90		
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 268 127,40		1 268 127,40	1 306 127,40
Constructions	13 197 801,36	9 435 203,41	3 762 597,95	4 260 468,01
Installations techn., matériel et outil. ind.	77 295,63	46 509,74	30 785,89	31 412,24
Autres	2 680 637,75	1 930 590,53	750 047,22	702 122,74
Immobilisations corporelles en cours	322 446,11		322 446,11	254 224,92
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés	15 500,00		15 500,00	225 500,00
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	52 039,70		52 039,70	52 039,70
Autres titres immobilisés				
Prêts	204 900,00		204 900,00	5 100,00
Autres	1 344,38		1 344,38	1 044,38
TOTAL (I)	17 833 785,23	11 425 996,58	6 407 788,65	6 838 039,39
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	9 787,79		9 787,79	7 196,76
Créances reçues par legs ou donations	2 000,00		2 000,00	14 000,00
Autres	115 450,12		115 450,12	84 483,07
Valeurs mobilières de placement	249 705,09	52 176,72	197 528,37	547 371,86
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 907 045,54		3 907 045,54	3 040 701,76
Charges constatées d'avance	39 770,70		39 770,70	37 811,00
TOTAL (II)	4 323 759,24	52 176,72	4 271 582,52	3 731 564,45
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	22 157 544,47	11 478 173,30	10 679 371,17	10 569 603,84

BILAN PASSIF

ASSOCIAT° DIOCES. CAHORS COMPILAT°

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF		Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires		4 984 081,26	4 984 081,26
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecarts de réévaluation		10 262 832,57	10 262 832,57
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles		3 729 385,37	3 659 305,58
Réserves pour projet de l'entité			
Autres			
Report à nouveau		-10 430 698,88	-10 458 867,22
Excédent ou déficit de l'exercice		64 591,09	98 248,13
<i>Situation nette (sous total)</i>		<i>8 610 191,41</i>	<i>8 545 600,32</i>
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		233 127,08	252 671,76
Provisions réglementées			
TOTAL (I)		8 843 318,49	8 798 272,08
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations		17 416,38	239 416,38
Fonds dédiés		428 511,01	421 287,28
TOTAL (II)		445 927,39	660 703,66
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		47 858,90	4 800,00
TOTAL (III)		47 858,90	4 800,00
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		43 920,77	68 418,87
Emprunts et dettes financières diverses		199 250,00	9 250,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		38 216,07	26 440,32
Dettes des legs ou donations		83,62	83,62
Dettes fiscales et sociales		137 878,93	126 180,74
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		41 442,26	3 170,00
Autres dettes		867 519,74	872 284,55
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		13 955,00	
TOTAL (IV)		1 342 266,39	1 105 828,10
Ecarts de conversion passif	(V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		10 679 371,17	10 569 603,84

COMPTE DE RÉSULTAT

ASSOCIAT° DIOCES. CAHORS COMPILAT°

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	50 830,95	48 052,53
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	649 472,76	693 435,05
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	346,00	3 879,57
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 566 041,02	1 793 081,81
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	458 929,50	163 444,72
Contributions financières	9 853,90	21 645,30
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	92 485,63	165 073,13
Utilisations des fonds dédiés	119 699,74	178 231,34
Autres produits	358 813,50	338 677,22
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 306 473,00	3 405 520,67
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises et autres achats	204 921,54	204 087,47
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 098 452,01	1 204 433,24
Aides financières	27 553,00	28 948,00
Impôts, taxes et versements assimilés	116 881,19	108 177,24
Salaires et traitements	828 375,92	875 561,31
Charges sociales	346 524,91	351 014,60
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	571 238,77	553 084,23
Dotations aux provisions	48 303,90	
Reports en fonds dédiés	127 193,47	179 946,70
Autres charges	1 217,53	1 541,38
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 370 662,24	3 506 794,17
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-64 189,24	-101 273,50
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	117,08	117,08
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	31 863,50	31 170,84
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	42 304,40	46 153,23
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	41 910,00	
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	116 194,98	77 441,15
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	52 176,72	42 304,40
Intérêts et charges assimilées	936,96	1 357,65
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	53 113,68	43 662,05
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	63 081,30	33 779,10

COMPTE DE RÉSULTAT

ASSOCIAT° DIOCES. CAHORS COMPILAT°

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-1 107,94	-67 494,40
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 893,92	165 898,45
Sur opérations en capital	216 978,36	238 462,34
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		742 904,00
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	220 872,28	1 147 264,79
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 236,59	20 638,75
Sur opérations en capital	137 285,66	950 964,51
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	138 522,25	971 603,26
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	82 350,03	175 661,53
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	16 651,00	9 919,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 643 540,26	4 630 226,61
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 578 949,17	4 531 978,48
EXCÉDENT OU DÉFICIT	64 591,09	98 248,13

ANNEXE COMPTABLE



PRÉSENTATION

L'objet social de l'entité :

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire.

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

L'annexe comporte toutes informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Une inscription dans l'annexe ne peut pas se substituer à une inscription dans le bilan et le compte de résultat.

L'association diocésaine de Cahors a été créée le 4 août 1926, déclarée à la préfecture de Cahors et publiée au "journal officiel" du 8 août 1926.

L'association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'Evêque, en communion avec le Saint-Siège, et conformément à la constitution de l'Eglise catholique.

Les comptes présentés comprennent les entités de l'association diocésaine de Cahors disposant d'une comptabilité autonome et d'au moins un compte de trésorerie placé sous l'autorité d'un responsable.

L'association diocésaine est constituée de :

- La curie
- 20 paroisses

La paroisse de Martel a fusionné avec celle de Souillac.

Pour la présentation des comptes additionnés, les opérations réciproques entre les entités sont éliminées dans les comptes de bilan et de résultat pour obtenir les comptes annuels désignés sous l'appellation "Association Diocésaine de Cahors".

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

L'exercice se traduit par un résultat général de 64 591.09€ contre 98 248.13€ au 31/12/2023.

Une promesse de vente a été signée pour le centre des Cordeliers de Gourdon. Un report de délai a été demandé au 15/12/2022. Le CDAE a proposé, le 15/06/2022, que le report du délai soit au 31/10/2022. Un accord a été validé le 15/12/2023 pour une signature courant 1er semestre 2024. L'occupation des lieux par une personne qui n'a pas libéré les locaux a reporté cette signature. En septembre 2024, un nouvel accord a été trouvé pour une signature le 15/01/2025 qui a eu lieu pour un montant de vente de 500 000.00€.

Un projet de rénovation du château de Rocamadour a été lancé. Ces travaux d'une enveloppe globale de 6 000 000.00€ sera financé par un appel national à la générosité du public. 4 000 000.00€ seront directement affectés pour le château et les 2 000 000.00€ restant pour les frais annexes. Le début des travaux a eu lieu en 2023 sur une durée de 4 ans. A la date de l'AG, 468 000.00€ ont déjà été engagés afin de couvrir des honoraires, salaires ainsi que des frais de communication.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le

règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

et celles du règlement N°2022-04 du 30 juin 2022 relatif aux activités en liens avec l'exercice public d'un culte.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Valeur résiduelle :

A la fin de la période de dépréciation, la valeur résiduelle des immobilisations est nulle.

Méthode de décomposition des immobilisations :

Seuls les immeubles sont concernés par l'obligation de décomposition. Ils ont été réévalués par un cabinet immobilier courant 2005. Celui-ci a ensuite réparti la valeur globale entre les différents composants retenus (toiture, bâtiment, agencements, terrain).

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Amortissements des biens décomposables :

Les biens décomposables sont amortis sur la durée réelle d'utilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Matériels et outillages	de 5 à 10 ans
- Couvertures, charpentes	25 ans
- Bâtiments	50 ans
- Agencements des bâtiments	20 ans
- Véhicules	de 5 à 10 ans
- Matériels informatique	de 3 à 7 ans
- Mobilier	de 3 à 10 ans

La base amortissable des Cordeliers à Gourdon a été modifiée à l'ouverture de l'exercice 2019 en raison de la dépréciation réalisée au 31/12/2018 à hauteur de 1 280 535.18 euros.

Les amortissements sont recalculés sur la nouvelle base (réduite du montant de la dépréciation). Les amortissements comptables constatés à compter du 31 décembre 2019 sont inférieurs à ceux qu'ils auraient été en l'absence de la dépréciation et de la modification de base amortissable.

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Selon les dispositions de l'article 211-2 du nouveau règlement 2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels dans la compréhension de l'activité de l'entité,
- l'entité est en mesure de recenser et valoriser les contributions volontaires en nature.

Au cas particulier, l'entité considère que les missions bénévoles réalisées en l'Eglise résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en actes.

En conséquence, le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes ne sont pas compatibles avec ce statut.

Une information limitée aux diacres et laïcs en mission ecclésiale oeuvrant dans des missions de support régulières pour la Curie est renseignée dans l'annexe des comptes annuels.

LEGS ET SUCCESSIONS

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci. S'il s'agit d'un legs universel, sans héritiers réservataires, la date de comptabilisation sera en général la date d'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité. Pour les autres formes de legs (legs à titre universel ou legs particulier), la date retenue sera la date de demande de délivrance en justice ou la délivrance volontaire.

Les biens reçus ayant la nature de contrat d'assurance-vie sont comptabilisés à la date de réception des fonds.

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens qui sont destinés à être cédés.

A la date d'acceptation, les passifs provenant des legs ou donations sont constitués :

- Des dettes grevant les biens transférés au bénéficiaire de la donation ;
- De toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation.

Les dettes sont comptabilisées dans le compte « Dettes des legs ou donations ».

L'engagement pris par l'entité au titre des obligations stipulées par le testateur ou le donateur fait l'objet d'une provision comptabilisée dans le compte « provision pour charges sur legs ou donations ».

La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou donations est :

- En fonds propres sans droit de reprise lorsqu'il existe une stipulation du testateur ou du donateur de renforcer les fonds propres de l'entité ;

- En produits dans le cas contraire.

Lors de la réception des fonds ou du transfert des titres, les legs ou donations portant sur des espèces, des actifs bancaires, des actifs financiers cotés ou des parts ou actions d'OPCVM et assimilés sont comptabilisés dans un compte d'actif selon la nature des biens. Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La partie des ressources constatées en produits d'exploitation au cours de l'exercice, qui n'est pas encore encaissée à la clôture de l'exercice, est comptabilisée dans une rubrique du passif dénommée « Fonds reportés liés aux legs ou donations » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds reportés ». Ne sont pas concernés, les ressources dont la contrepartie est un bien reçu par legs ou donation déjà comptabilisée en immobilisation par nature à la date d'acceptation.

A partir de la date d'acceptation et jusqu'à la date de cession, les revenus et les charges afférents aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, sont inscrits au compte de résultat soit selon leur nature lorsque celle-ci est identifiable, soit à défaut dans les comptes « Autres charges sur legs ou donations » et « Autres produits sur legs ou donations ».

FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par le tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les ressources reçues peuvent financer un projet défini ayant soit la nature de charges d'exploitation, soit la nature d'un investissement. Lorsqu'il s'agit d'une immobilisation amortissable, l'association a opté pour ne pas utiliser la possibilité de reporter en produits les fonds dédiés sur la même que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation. En d'autres termes, pour une immobilisation amortissable, l'entité continue de passer la reprise du Fonds dédié en une fois lors de l'acquisition du bien, et non au fil de l'amortissement du bien.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Conformément au règlement ANC n°2018-06, l'association a opté pour inscrire les subventions d'investissements affectés à un projet défini en fonds propres. Ces fonds sont repris au compte de résultat de façon échelonnée, au rythme des amortissements des biens subventionnés.

ANNEXE

ASSOCIAT° DIOCES. CAHORS COMPILAT°

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	13 693		
CORP.	Terrains		1 306 127		
			12 158 356		
	Constructions		42 265		
			1 262 359		19 322
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		66 897		11 208
			1 788 214		136 721
	Autres immos corporelles		46 978		7 000
			906 566		45 702
	Immobilisations corporelles en cours		254 225		89 039
	Avances et acomptes				
		TOTAL	17 831 988		308 992
FIN.	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		52 040		
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		6 144		202 300
		TOTAL	58 184		202 300
		TOTAL GENERAL	17 903 865		511 292

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

225 500

ANNEXE

ASSOCIAT° DIOCES. CAHORS COMPILAT°

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des	Réévaluation
			par virt poste	par cessions	immob. fin ex.	légale/Valeur d'origine
INCORPUEL	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			13 693	
CORPUELLES	Terrains			38 000	1 268 127	
	Constructions	Sur sol propre		284 500	11 873 856	
		Sur sol d'autrui			42 265	
		Inst. gal. agen. amé. cons			1 281 680	
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.			809	77 296	
		Inst. gal. agen. amé. divers (1)		223 623	1 701 313	
	Autres immos corporelles	Matériel de transport		6 637	47 342	
		Mat. bureau, inform., mobilier		4 785	947 483	
		Emb. récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours		20 818		322 446	
	Avances et acomptes					
	TOTAL		20 818	558 353	17 561 808	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				52 040	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières			2 200	206 244	
	TOTAL			2 200	258 284	
	TOTAL GENERAL		20 818	560 553	17 833 785	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

210 000

15 500

ANNEXE

ASSOCIAT° DIOCES. CAHORS COMPILAT°

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		13 693			13 693
TOTAL		13 693			13 693
Terrains					
	Sur sol propre	7 472 604	338 359	191 277	7 619 686
Constructions	Sur sol d'autrui	40 514	1 031		41 544
	Inst. générales agen. aménag.	408 859	84 579		493 438
Inst. techniques matériel et outil. industriels		35 485	11 834	809	46 510
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	1 147 110	70 217	13 623	1 203 705
	Matériel de transport	33 196	6 012	2 046	37 161
	Mat. bureau et informatiq., mob.	633 830	59 207	3 313	689 725
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		9 771 597	571 239	211 068	10 131 769
TOTAL GENERAL		9 785 290	571 239	211 068	10 145 461

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS		REPRISES			Mouv. net des amortis fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Indemnités de départ à la retraite :

La provision pour indemnités de départ à la retraite des laïcs s'élève à 34 189.00€. Cette provision n'est pas comptabilisée, elle est hors bilan.

Litige avec le facteur d'orgues :

Le 20 décembre 2011, un devis de 49 500 euros a été signé avec le facteur d'orgues Bernad RAUPP pour la fabrication d'un buffet neuf pour la paroisse de Martel. Le 10 janvier 2012, la somme de 43 150 euros a été versée et il a été constaté 49 500 euros en compte 231800 - Immobilisations corporelles en cours.

En septembre 2019, suite à l'arrêt du projet avec monsieur RAUPP, un litige est né avec le facteur d'orgues.

Celui-ci a, lors d'un entretien avec l'association diocésaine, réclamé 51 550 euros supplémentaires (février 2020).

En désaccord avec la somme demandée, l'association a proposé à monsieur RAUPP, par courrier recommandé avec accusé de réception, la nomination d'un expert judiciaire pour trancher le litige.

A ce jour, ce courrier est resté sans réponses. Aucune provision n'a été constatée.

PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS

Une provision pour dépréciation d'immobilisation a été constatée sur un bien situé à Gourdon.

En effet, le 4 juin 2018 un engagement d'achat, par la Foncière du Patrimoine Français, a été notifié au prix mentionné ci-dessous. Il en découle une provision pour dépréciation dont le montant est calculé dans le tableau joint :

	Prix de vente	VNC	Dépréciation
Les Cordeliers Gourdon 01/01/2005	750 000,00 €	2 031 400,00 €	1 281 400,00 €

Suite à la vente d'un terrain en 2019, une reprise de provisions pour dépréciation a été faite pour 864.82€.

TABEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires . .				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges	4 800	48 304	5 245	47 859
TOTAL		4 800	48 304	5 245	47 859
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	1 280 535			1 280 535
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation	42 304	52 177	42 304	52 177
TOTAL		1 322 840	52 177	42 304	1 332 712
TOTAL GÉNÉRAL		1 327 640	100 481	47 549	1 380 571
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		48 304	5 245	
	- financières		52 177	42 304	
	- exceptionnelles				
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	204 900	2 000	202 900
	Autres immobilisations financières	1 344		1 344
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	9 788	9 788	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	263	263	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	273	273	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	coll. publiques			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	4 488		4 488
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	112 425	112 425	
	Charges constatées d'avance	39 771	39 771	
TOTAUX		373 253	164 520	208 733
Renvois	(1) Montant			
	des			
	(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Les frais et taxes liés à l'acquisition des titres constituent des charges de la période. Les plus ou moins-values de cession sont déterminées par ligne de titre sur la base de la méthode CMUP.

Les moins-values latentes constatées sur les titres de même nature font l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100%. Au 31 décembre 2024, le montant provisionné est de 52 176.72€. Conformément au principe de prudence, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées : au 31 décembre 2024, elles s'élèvent à 1 407.72€.

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	39 771
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	39 771

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	57 331
Disponibilités	245
TOTAL	57 576

TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

L'écart de réévaluation de 10 262 833€ a pour origine la réévaluation des immeubles comptabilisée en 2005 sur la base d'un rapport d'un cabinet d'expert immobilier.



EXPERTISE CONSEIL
Société d'Expertise Comptable

ANNEXE

ASSOCIAT° DIOCES. CAHORS COMPILAT°

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES AVEC LA PART LIÉE À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres statutaires	4 984 081,26							4 984 081,26
Ecart de réévaluation	10 262 832,57							10 262 832,57
Réserves								
Réserves pour projet de l'entité	3 659 305,58	70 079,79						3 729 385,37
Report à nouveau	-10 458 867,22	28 168,34						-10 430 698,88
Excédent ou déficit de l'exercice	98 248,13					33 657,04		64 591,09
Subventions d'investissement	252 671,76			19 544,66				233 127,08
TOTAUX	8 798 272,08	98 248,13		19 544,66		33 657,04		8 843 318,49



EXPERTISE CONSEIL
Société d'Expertise Comptable

ANNEXE

ASSOCIAT° DIOCES. CAHORS COMPILAT°

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CHEMIN DE CROIX DE ROCAMADOUR	4 785,58				350,00	5 135,58	
A L'ORGUE DE MARTEL	45 816,54		45 816,54				
ROCAMADOUR 2013	345 139,96		44 891,05		69 006,00	369 254,91	
CUISINE PAR.CAHORS	6 677,00		6 387,00	50,00	100,00	390,00	
TOMBE ABBE FRANCES	3 968,00					3 968,00	
DEGAGNAZES	6 615,20					6 615,20	
ENSEMBLE IMMOBILIER MONT ST JOSEPH	500,00		250,00		150,00	400,00	
CENTRE OZANAM	5 190,00		220,00	220,00	5 250,00	10 220,00	
A L'HOSPITALITE DIOC.	670,00					670,00	
EGLISE ST CIRGUES	1 860,00		1 860,00				
CHATEAU DE ROCAMADOUR			17 832,00		17 832,00		
EGLISE ST JOSEPH BIARS					25 825,00	25 825,00	
LACAPELLE PROJET FUTUR					1 300,32	1 300,32	
LACAPELLE ORGUE					4 667,00	4 667,00	
LACAPELLE NOUVEAU PRESBYTERE			2 713,15		2 713,15		
TOTAL	421 222,28		119 969,74	270,00	127 193,47	428 446,01	

LEGS, DONATIONS OU ASSURANCES-VIE

SUIVI DES FONDS REPORTES au cours de l'exercice :

- Montant des fonds reportés au 01/01/2024 = 239 416.38€
- Montant des fonds reportés au 31/12/2024 = 17 416.38€
- Variation des fonds reportés au cours de l'exercices = -222 000.00€

Produits	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	306 602,19
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	140 327,31
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	222 000,00
Charges	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	210 000,00
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
Solde de la rubrique	458 929,50



EXPERTISE CONSEIL
Société d'Expertise Comptable

ANNEXE

ASSOCIAT° DIOCES. CAHORS COMPILAT°

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice montant global	Variation de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice montant global
		Augmentation	Diminution	
Montant nominal :				
Affectées à des biens non renouvelables				
Affectées à des biens renouvelables				
SUB PALAIS DES EVEQUES STRUCTURE	338 189,39			338 189,39
SUB PALAIS DES EVEQUES AMENAGEMENTS	219 451,89			219 451,89
SUB PALAIS DES EVEQUES CHARPENTE COU	29 367,00			29 367,00
SUB CHRIST AU LIEN	12 672,00			12 672,00
TOTAL	599 680,28			599 680,28
Quotes-parts virées au résultat :				
Affectées à des biens non renouvelables				
Affectées à des biens renouvelables				
SUB PALAIS DES EVEQUES STRUCTURE	128 511,98	6 763,79		135 275,77
SUB PALAIS DES EVEQUES AMENAGEMENTS	208 479,28	10 972,59		219 451,87
SUB PALAIS DES EVEQUES CHARPENTE COU	8 477,27	1 174,68		9 651,95
SUB CHRIST AU LIEN	1 540,00	633,60		2 173,60
TOTAL	347 008,53	19 544,66		366 553,19

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine	43 921	25 015	18 905	
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)	199 250	12 000	48 000	139 250
Fournisseurs & comptes rattachés	38 216	38 216		
Personnel & comptes rattachés	42 569	42 569		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	74 229	74 229		
Etat & Impôts sur les bénéfices	16 651	16 651		
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	4 431	4 431		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés	41 442	41 442		
Groupe & associés (2)	789 369	789 369		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.) (3)	78 235	78 235		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	13 955	13 955		
TOTAUX	1 342 266	1 136 111	66 905	139 250
Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	200 000			
Emprunts remboursés en cours d'exer.	34 391			
(2) Montant divers emprunts, dett/associés				
(3) Autres dettes reçues par legs ou donations	84	84		

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	13 955
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	13 955

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	192
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	51 654
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	78 151
TOTAL DES CHARGES À PAYER	129 998

PENSIONS ET RETRAITES

Les prêtres bénéficient d'une pension de retraite versée par la CAVIMAC lorsqu'ils atteignent l'âge de 67 ans. Si le montant versé par la CAVIMAC additionné aux autres sources de revenus (retraite de régime général, etc.) est inférieur au traitement diocésain, l'AD de Cahors verse un complément. Celui-ci ne s'applique pas aux prêtres hors partage.

La conséquence pour l'ADC est un engagement irrévocable de verser le complément lorsque le prêtre incardiné sur le diocèse atteint l'âge de 67 ans. Cet engagement, valorisé différemment selon si le prêtre est en activité ou retraité, s'élève à environ 280 014.20€ au 31 décembre 2024.

Cet engagement est calculé en tenant compte de l'âge des prêtres (+ ou - 67 ans).

Pour les prêtres pensionnés, l'engagement a été déterminé en tenant compte du coût annuel pour chaque prêtre et de l'espérance de vie déduite de la table de mortalité.

Pour les prêtres non pensionnés, l'engagement a été déterminé par le même principe avec prise en compte des probabilités qu'ils atteignent 67 ans.

DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES

LES EFFECTIFS

Personnel salarié :

Ingénieurs et cadres

Agents de maîtrise

Employés et techniciens

Ouvriers

31/12/2024

31/12/2023

17,83

17,70

1,16

2,00

16,67

15,70

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

DÉSIGNATION	CHARGES	PRODUITS
PAROISSES ADDITION Penalites	118	
PAROISSES ADDITION Charges exceptionnelles	251	
CURIE CHARGES EXCEPTIONNELLES	868	
PAROISSES ADDITION Valeur comptable immo corpo. c	1 472	
CURIE IMMOBILISATIONS CORPORELLES	135 814	
CURIE IMMOB RECUES LEGS OU DONATIONS	210 000	
CURIE ENGAGEMENTS A REALISER SUR DON	118 513	
PAROISSES ADDITION REP FD DED RESS LIES GENO PUB	8 680	
CURIE DÉGREVEMENTS D'IMPOTS		1 837
PAROISSES ADDITION Produits exceptionnels		2 057
PAROISSES ADDITION Produits des cessions		2 150
CURIE PRODUITS DES CESSIONS D'ACTIF		195 284
CURIE IMMOB RECUES LEG DON DEST CEDE		140 327
CURIE Q-PART SUBV INVEST VIR RES EXE		19 545
CURIE REP SUBV ANT NON UTILISEE		116 987
CURIE UTILISATIONS FONDS REPORTES		222 000
PAROISSES ADDITION UTIL FDS DED RES LIES GENE PUB		2 713
TOTAL	475 716	702 899

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 11 460 euros TTC.